

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

21 FEV. 2020

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

SPE/AC /DREAL

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 avril 2010 régissant le fonctionnement des activités de la société BRUN dans son établissement situé 70, avenue Roger Salengro à VILLEURBANNE ;

VU le rapport du 1^{er} août 2019 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées suite à la visite du 18 juillet 2019 ;

VU le rapport du 14 janvier 2020 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées suite aux visites d'inspection des 26 et 27 novembre 2019 ;

VU le courrier du 14 janvier 2020 adressé à l'exploitant dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- les rejets d'eaux industriels sont chargés de matières en suspension et de matières flottantes dégradant le réseau d'eaux public (point 6.1.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 avril 2010),
- les prélèvements dans le rejet d'eau menés par l'exploitant ne sont pas fiables et indiquent des résultats conformes alors que les prélèvements menés par des tiers aux mêmes périodes présentes des résultats non conformes aux valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté du 8 avril 2010 susvisé (article 7.1.2.6.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 avril 2010),
- l'autosurveillance menée par l'exploitant n'est pas conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral et que les valeurs mentionnées ne sont pas fiables (article 5.8.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 avril 2010) ;

CONSIDERANT que les intérêts fixés par l'article L511-1 du Code de l'environnement ne sont pas protégés ;

CONSIDERANT dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société BRUN – 70 avenue Roger Salengro à VILLEURBANNE (69100), est mise en demeure de respecter les dispositions :

- **immédiatement dès la date de notification du présent arrêté :**
 - du point 8.1 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 avril 2010 susvisé en faisant réaliser les mesures de l'autosurveillance par un prestataire extérieur, disposant des agréments requis pour ce type de prestation.
- **dès le prochain contrôle trimestriel des rejets aqueux menés par un organisme externe agréé à compter de la date de notification du présent arrêté :**
 - du point 1.2.6.3 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 avril 2010 susvisé en faisant procéder aux prélèvements et contrôles externes des rejets aqueux à partir de 2020 par le prestataire et non par l'exploitant lui-même.
- **dans un délai global de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**
 - du point 1.4 de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 avril 2010 susvisé en curant l'intégralité de son réseau d'eaux usées afin que les rejets soient exempts de matières flottantes et endommageant les ouvrages du réseau public.

ARTICLE 2 : Sanction

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Mesure de publicité

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision lui est notifiée.

Pour les tiers, le délai de recours est de deux mois à compter de la publication de la présente décision.

Elle peut être déférée auprès du Tribunal administratif de Lyon. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

ARTICLE 5 : Exécution

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de VILLEURBANNE,
- à l'exploitant.

Lyon, le **21 FEV. 2020**

Le Préfet,

~~Pour le préfet,~~
Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint,

Clément VIVES

